

**CNDD-FDD**

**Le Coordinateur Général  
Et Président du Bureau Politique du  
CNDD-FDD**

19 juillet 2000

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

1. A l'occasion de notre première participation au processus d'Arusha, le CNDD-FDD tient à attirer l'attention de la communauté nationale et internationale sur la grave détérioration de la situation des prisonniers des camps de concentration et des prisonniers politiques ainsi que de graves pratiques caractéristiques d'un Etat sauvage en matière de droit de l'homme et de pillage systématique des biens de l'Etat et des citoyens.

2. En effet, nous constatons la poursuite de la mise à mort massive des prisonniers dans les camps de concentration par manque d'eau, de nourriture, de soins médicaux pour parer à l'insalubrité de l'eau (choléra, dysentérie ...) et aussi celle imminente des femmes et des filles déjà victimes du viol par un détachement spécial de l'armée gouvernementale destinée à inoculer le sida d'une manière systématique. Comme illustration de ce drame, dans un camp de concentration de Musigati, sur un échantillon de 30 filles hutu examinées, 28 étaient porteuses du virus de SIDA inoculé par cette méthode génocidaire. Qui plus est, les jeunes garçons hutu servent de bouclier humain et de chaire à canon lors des combats à l'intérieur et à l'extérieur du Burundi. A ceci s'ajoutent régulièrement des tortures et d'autres atrocités dégradantes menant jusqu'à la mort sans parler des victimes des mines antipersonnels. Pour donner une estimation de ce désastre, plus d'un million et demi de Hutu gisent dans près de 300 camps répartis dans 10 des 15 provinces du pays. Les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural, Kayanza et Muramvya comptent à elle seule 706 627 prisonniers. Comment croire à l'engagement du Major BUYOYA dans le démantèlement des camps de concentration de type NAZI d'ici le 31 juillet 2000 lorsque rien qu'à Kabezi plus de 19 000 personnes ont regagné les camps de concentration suite à des menaces de mort, de la démolition de leurs habitations et leurs champs ravagés ainsi que l'atteste le dernier rapport d'Amnesty International. Quand les anciens occupants des camps de Bujumbura Rural ne sont pas ramenés manu militari sur les cantonnements de départ, ils sont acheminés vers d'autres lieux moins visibles et moins accessibles au regard de la

*"Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression, (...)"*

*(Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Préambule, paragraphe 3)*

communauté internationale.

3. En ce qui concerne les prisonniers politiques estimé à 11 212 dont 2500 déjà morts sans dossier et sans jugement. Une partie a été exterminée par étouffement dans des mouiroirs de 4m sur 10 contenant chacun plus de 100 prisonniers. D'autres meurent par torture dont des pendaisons par les pieds, des mutilations, l'empallement et autres inénarrables sévices sexuels. D'autres sont assassinés au cours de transferts nocturnes. A l'heure actuelle près de la moitié des prisonniers politiques sont porteurs du virus de sida. Suite à une longue privation de lumière des centaines d'entre eux sont en passe ou ont déjà perdu la vue.

4. Par ailleurs le caractère sauvage de l'Etat est sans précédent au moment où le Peuple burundais s'attend à une signature prochaine des accords de paix, la junte militaire et le partenariat du Major BUYOYA mènent une campagne d'organisation et d'armement d'escadrons de la mort (Pa-Amasekanya, JRR, Jeunes, Gardiens de la paix, Sans Echecs) pour appuyer l'Armée Gouvernementale dans le pillage systématique des biens dans les camps de concentrations, dans les collines et dans les centres urbains. Par ailleurs des paysans Hutu sont expropriés ou leurs terres acquises à vil prix dans les abords des villes et des centres urbains par les officiers supérieurs et des personnes de l'entourage direct du Major BUYOYA sous le couvert d'une obscure politique dite d'urbanisation.

5. Une autre face du caractère sauvage de l'Etat burundais apparaît dans le détournement des fonds et des biens publics dont le montant s'élève aujourd'hui à près de 20 milliards de Fbu. Est-il acceptable que le budget de l'armée gouvernementale, qui a connu une augmentation exponentielle depuis le 3è putsch du Major BUYOYA atteigne près de 60 % du budget ordinaire ? Les circuits commerciaux sont détournés au profit des ministres, des officiers supérieurs de l'armée, des gouverneurs de province, voire de certains membres du pseudo-parlement au détriment du véritable secteur privé national. De plus, les marchés publics souffrent systématiquement du délit d'initié. Le dernier exemple en date, étant la privatisation de l'Office National de Télécommunication (ONATEL).

6. En conclusion, le CNDD-FDD remercie les pays qui s'investissent concrètement dans le processus de paix pour le Peuple burundais. En outre, le CNDD-FDD réitère son soutien à Son Excellence le Président Nelson MANDELA, Médiateur pour la paix au Burundi et son équipe de médiation. Enfin, le CNDD-FDD réaffirme son attachement à la Constitution du 09 mars 1992 qui, à ses yeux, sera le socle des futurs accords de paix entre les Burundais.

Pour le CNDD-FDD,

Colonel Jean Bosco NDAYIKENYIMURAZA

